



FEUILLE DE ROUTE

POUR L'ENGAGEMENT
DE L'UE ET DE SES
ETATS MEMBRES
AVEC LA SOCIÉTÉ
CIVILE EN TUNISIE

2022
2027



FEUILLE DE ROUTE

**POUR L'ENGAGEMENT DE L'UE
ET DE SES ÉTATS MEMBRES**

AVEC LA

**SOCIÉTÉ CIVILE EN TUNISIE
(2022 – 2027)**

Avec la participation de : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Pays Bas, Suède, Union Européenne, Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), Banque Européenne d'Investissement (BEI), Conseil de l'Europe, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Direction du Développement et de la Coopération Internationale - Suisse.

Version du 15 septembre 2023



CONTEXTE

Une société civile unique dans la région



Au cours de la dernière décennie, la société civile (SC) est devenue une partenaire de développement efficace et une gardienne des droits humains reconnu. Elle a gagné en influence en contribuant activement à d'importantes avancées législatives. Ce résultat a été rendu possible grâce à un cadre légal favorable avec notamment les articles 35 et 49 de la Constitution et, surtout, le décret-loi 2011-88 garantissant la liberté d'association. C'est un acquis indéniable de la révolution, au même titre que la liberté d'expression. Comparée aux pays de la région, la Tunisie est considérée comme un pays où ces libertés sont les mieux garanties.

En 2015, le prix Nobel de la paix a été attribué à un quartet d'associations pour sa contribution à la transition démocratique en Tunisie depuis la révolution de 2011.

Sa contribution à la vie économique et sociale du pays a permis à la société civile de construire une image positive auprès du grand public. Son rôle central durant la crise sanitaire ainsi que les services rendus aux populations vulnérables y compris les personnes en situation d'handicap ont permis d'améliorer plus encore cette perception.

Toutefois, depuis quelques années, on constate une augmentation des atteintes portées aux militants et militantes de la société civile, défenseurs et défenseuses des droits humains, journalistes, blogueurs et blogueuses et activistes. Il en résulte une détérioration progressive de l'espace civique. La préservation de l'État de droit est devenue un motif d'inquiétudes grandissant en outre, l'évolution de la transition politique actuelle en Tunisie oblige la société civile à repenser son action afin de répondre efficacement à ces enjeux.

Son importante contribution à la vie économique, sociale et politique du pays a permis à la société civile de construire une image positive auprès du grand public. Son rôle central durant la crise sanitaire a amélioré plus encore cette perception.

Sachant porter efficacement des plaidoyers

Au niveau national, plusieurs Organisations de la Société Civile (OSC) tunisiennes sont unanimement reconnues pour la force de leur plaidoyer. La qualité des argumentaires et leur capacité d'articulation institutionnelle font de ces OSC des interlocutrices recherchées et écoutées, souvent redoutées. Pour plus d'impact, les OSC privilient les plaidoyers en coalition ou à travers des alliances. Ces mouvements ont l'avantage de représenter un nombre important d'organisations, donnant plus de poids à leurs revendications.

D'autre part, dans certains domaines, comme la lutte contre les atteintes aux droits humains et la défense des libertés individuelles, la promotion de l'égalité des genres et la bonne gouvernance, de nombreuses associations assument avec succès leur rôle de garde-fou et de lanceuse d'alerte.

Malgré ces avancées notables au fort impact sociétal, le plaidoyer reste surtout le domaine d'un nombre limité d'associations essentiellement basées à Tunis.



Plus spécifiquement, il faut souligner le rôle essentiel que jouent, tant au niveau local que national, les nombreux mouvements féministes et associations de droits des femmes. Sur le terrain, ces associations appuient aussi efficacement l'État dans la prestation de certains services sociaux.

Au niveau local, le tissu associatif est également développé et diversifié. Grâce au nouveau code des collectivités locales, les actions de plaidoyer sont nombreuses et permettent de remettre les citoyens et citoyennes au centre des politiques publiques.

Au fort potentiel

La plupart des OSC ont une bonne connaissance des pratiques en termes de bonne gouvernance, de droits humains et de la prise en compte de l'approche genre. D'ailleurs, un nombre croissant d'OSC a adopté des méthodes de travail intersectionnelles et basées sur les droits.

La qualité de la gouvernance associative varie beaucoup selon les régions et les thématiques couvertes. Seule une poignée d'OSC, possède une organisation interne solide et durable.

La loi sur les collectivités locales prévoit la consultation de la société civile dans la définition et l'adoption de politiques publiques locales

Cela s'explique en partie par la nécessité, pour beaucoup d'associations d'adapter leur stratégie aux besoins des bailleurs, pour qui les OSC sont parfois des opérateurs de projet et non des partenaires stratégiques.

Le bureau repose souvent sur une seule personne ou un groupe restreint de volontaires. La rotation des équipes et le faible taux de professionnalisation caractérisent cette société civile émergente et militante. Enfin, l'attractivité des OSC est en baisse depuis quelques années, particulièrement parmi les jeunes.

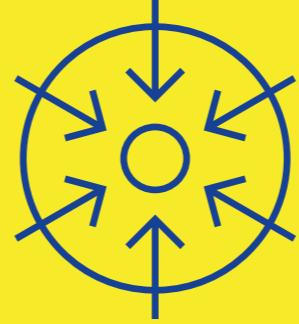
Des appuis innovants comme les financements structurels, mieux adaptés aux spécificités du monde associatif, renforceraient l'efficacité des actions portées par la société civile.

En quête d'un modèle durable

Les associations tunisiennes ont pour principal revenu les subventions de la coopération internationale et dans une moindre mesure, celles du secteur public. Les subventions internationales sont généralement distribuées à la suite d'appels à propositions, au processus complexe. Cette modalité est peu propice à l'inclusion d'OSC locales peu intégrées dans des réseaux existants et n'ayant pas forcément la structure permettant de gérer des subventions importantes. La redistribution en cascade de ces fonds permet de toucher un nombre important d'OSC de taille plus modeste et couvrant un large éventail de thématiques, mais ne contribue pas toujours à leur professionalisation.

Certaines associations possèdent quelques fonds propres grâce aux contributions de leurs membres et la mise en place d'activités génératrices de revenus. Cependant, les montants demeurent faibles et leur niveau de collecte trop aléatoire, surtout pour les structures proposant des services coûteux. L'absence de fonds propres, ainsi que la faible capacité à mobiliser les fonds du secteur privé, sont aussi parmi les principales caractéristiques des OSC tunisiennes, ce qui explique, en partie, leur dépendance aux financements internationaux.

L'absence de fonds propres ainsi que la faible capacité à mobiliser les fonds du secteur privé, sont parmi les principales caractéristiques des OSC tunisiennes



STRATEGIE & PLAN D'ACTION DE L'UE & EM

DES CONSULTATIONS REPRESENTATIVES ET PARTICIPATIVES

1 Enquête

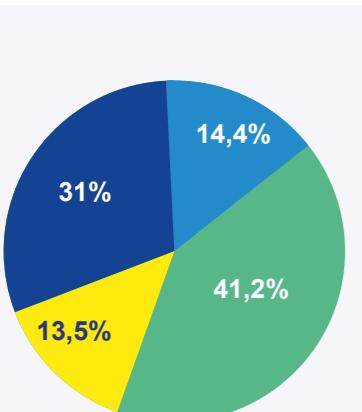
Les réponses de 450 OSC ont permis de constituer des échantillons en vue des consultations, basés sur plusieurs critères :

- Représentativité régionale et thématique
- Avec ou sans salariés
- Budget annuel de l'association
- Composition du bureau (jeunes <35 ans, hommes, femmes)
- Sources de revenu

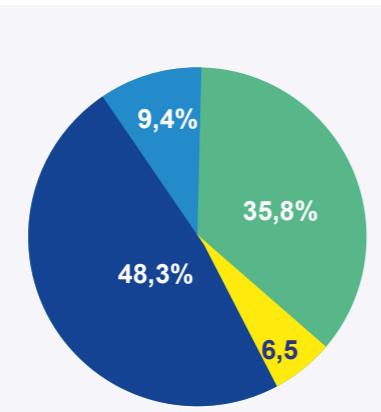


450
osc

STRUCTURE DE L'ECHANTILLON DES OSC



- Entre 60 et 100 mille dinars
- Inférieur à 30 mille dinars
- Entre 30 et 60 mille dinars
- Supérieur à 100 mille dinars



- Subventions publiques
- Ressources propres
- Bailleurs internationaux
- Autres

203
ASSOCIATIONS
CONSULTÉES
(113 en présentiel
et 90 en ligne)

24
CONSULTATIONS

12
EN PRÉSENTIEL
5 à Tunis
7 dans les régions

12
EN LIGNE
7
THÉMATIQUES
Inclusion Sociale,
Digitalisation,
Jeunesse,
Environnement,
Migration,
Genre
Personnes en
situation de
handicap (PSH)

LES 12 CONSULTATIONS EN PRÉSENTIEL



1
Tunis

5 consultations : Associations du Grand Tunis, Bizerte, Nabeul, Béja, Zaghouan et associations PSH
Lieu : Café «le 4ème Art», coworking space Jamaity et ferme thérapeutique Gaïa



2
Monastir

1 consultation : Associations de Monastir, Sousse, Mahdia
Lieu : Coworking space « El Omran »



3
Sfax

1 consultation : Associations de Sfax
Lieu : Coworking space « Ecozone »



4
Gabes

1 consultation : Associations de Gabes, Medenine Nord
Lieu : coworking space «Bee»



5
Djerba

1 consultation : Associations de Djerba, Medenine Sud, Tataouine
Lieu : Centre des ressources associatives



6
Gafsa

1 consultation : Associations de Gafsa, Kebili, Tozeur
Lieu : Café Culturel Down Town



7
Sbeïtla

1 consultation : Associations de Kasserine, Kairouan, Sidi Bouzid
Lieu : Centre culturel « Jebel Semmama »



8
Le Kef

1 consultation : Associations du Kef, Siliana, Jendouba
Lieu : Café culturel « Cirta »



MODE D'EMPLOI

Sur la base de l'état des lieux (voir Contexte), 7 constats ont été dressés.

Ces constats ont été traduits en 7 objectifs et 19 actions reliées aux programmes et projets financés par l'UE et ses États Membres (EM).



CONSTAT

Bien que bénéficiant d'un environnement parmi les meilleurs de la région, la société civile fait face à une dégradation de ce dernier.

Objectif 1

Contribuer à la consolidation des acquis démocratiques et au renforcement d'un environnement propice à la société civile.

ODD CORRESPONDANT
(AGENDA 2030)



ACTIONS A DEVELOPPER



Consolider et améliorer le cadre institutionnel et légal de la SC, y compris celui relatif aux instances indépendantes.

Contribuer à améliorer la perception de la SC par les citoyens et citoyennes, médias et les acteurs publics.

Favoriser le développement et l'accès équitable aux mécanismes d'appui destinés à la SC, à travers des instruments innovants

MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)



- ✓ **UE** : Lignes thématiques OSC et IEDDH ; Projet de Renforcement des Organisations de la Société Civile Émergente (ROSE) ; Projet d'Assistance Technique à la Société Civile en Tunisie (ATSC) ; Programme d'Appui aux Médias en Tunisie 2 (PAMT-2) ; Domaine prioritaire #1 du PIM 2021/2027 ; Dialogue Droits Humains ; EU & CdE - Projet d'Appui aux Instances Indépendantes en Tunisie (PAIIT) ; European Endowment for Democracy (EED)
- ✓ **Allemagne** : « Partenariat pour la Démocratisation » et « Fonds pour la démocratie pour tous »
- ✓ **Belgique** : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles
- ✓ **Espagne** : Programme MASAR ; Projets en partenariat avec la société civile espagnole
- ✓ **OCDE** : Scan de l'espace civique tunisien et mise en œuvre de ses recommandations

INDICATEURS

- Score annuel de l'Indice de Durabilité OSC de l'USAID (Composantes : Environnement juridique, Viabilité financière, image publique, infrastructure sectorielle)

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT
EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

PLAN D'ACTION EN
FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

SUIVI DE LA FEUILLE
DE ROUTE



CONSTAT

Les mécanismes de dialogue institutionnel existants offrent des opportunités pour une meilleure intégration et prise en compte de la société civile. Malgré cela, le dialogue entre la société civile et les acteurs publics reste limité.

Objectif 2

Améliorer la performance et l'inclusivité des dialogues entre la société civile, les acteurs publics et les partenaires techniques et financiers

ODD CORRESPONDANT (AGENDA 2030)



ACTIONS A DEVELOPPER

Améliorer le fonctionnement et la gouvernance du Dialogue Tripartite (UE, SC et Gouvernement tunisien).

Renforcer et/ou développer la participation des OSC dans les groupes de coordination sectoriels des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et pour la programmation.

Faciliter la structuration et la durabilité des cadres de dialogue politiques et sectoriels entre acteurs publics et la SC, au niveau national.



MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)

- ✓ UE : Dialogue tripartite ; Projet d'Assistance Technique à la Société Civile en Tunisie (ATSC) ; Programme d'Appui à la Gouvernance Économique (PAGE) ; EU & CdE - Projet d'Appui aux Instances Indépendantes en Tunisie (PAIIT)
- ✓ Allemagne : « Fonds de développement pour tous » ; « Partenariat pour la démocratisation » ; « Fonds pour la culture pour tous » ; « Fonds pour la démocratie pour tous » et « Fonds pour les droits de l'Homme »
- ✓ Espagne : Programme MASAR
- ✓ OCDE : Appui à la participation numérique
- ✓ Suisse : Projet Transition Redevable pour la Société Tunisienne (TRUST) ; Projet Participation Active des Citoyens et Citoyennes Tunisiens
- ✓ Finlande : Fonds de Coopération Locale

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

INDICATEURS

- Niveau de satisfaction des participant.e.s aux dialogues tripartites UE/SC/Tunisie
- Niveau de satisfaction des participant.e.s aux dialogues sectoriels UE/SC
- Score des indices “Open Policy Making” & “Accès to information” (SC/Tunisie)



CONSTAT

Malgré une efficacité et une efficience reconnue, les OSC sont confrontées à la faible durabilité de leurs actions.

Objectif 3

Renforcer les capacités individuelles et institutionnelles des Organisations de la Société Civile

ODD CORRESPONDANT (AGENDA 2030)



ACTIONS A DEVELOPPER

Faciliter l'autonomie financière des OSC et des écosystèmes associatifs

Généraliser les formats innovants, décentralisés, durables, inclusifs, tenant compte des dimensions de genre et des problématiques des personnes en situation de handicap, de renforcement des capacités des OSC

Renforcer les capacités de la SC à développer des stratégies/plans d'action de plaidoyer et de communication innovants, efficaces, basés sur des évidences et tenant compte des dimensions de genre et des problématiques des personnes en situation de handicap



MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)

- ✓ UE : Projet de Renforcement des Organisations de la Société Civile Émergente (ROSE) ; Projet d'Assistance Technique à la Société Civile en Tunisie (ATSC) ; Programme d'appui à l'écosystème de l'innovation ; TOUNES WIJHE-TOUNA, Initiative Tunisie ; Initiatives Autorités Locales et de développement décentralisées ; Domaine prioritaire #3 du PIM 2021/2027
- ✓ Allemagne : « Fonds de développement pour tous » ; « Partenariat pour la démocratisation » ; « Fonds pour la culture pour tous » ; « Fonds pour la démocratie pour tous » et « Fonds pour les droits de l'Homme »
- ✓ Belgique : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles
- ✓ Espagne : Programme MASAR
- ✓ France : Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA)
- ✓ Finlande : Fonds de Coopération Locale



INDICATEURS

- Score annuel de l'Indice de Durabilité OSC de l'USAID (Composantes : Capacité organisationnelle, plaidoyer et prestation de services)

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

SUIVI DE LA FEUILLE DE ROUTE



CONSTAT

La force de leaders féminines et la contribution essentielle des organisations féministes aux avancées politiques et légales permettent une meilleure appropriation et mise en œuvre de l'approche genre par les acteurs publics et les citoyens et citoyennes.

Objectif 4

Les OSC, notamment les organisations de défense des droits des femmes et égalité des genres, de la jeunesse, les mouvements sociaux jouent un rôle influent dans les actions visant à éradiquer la violence basée sur le genre, la promotion de l'égalité des genres, l'autonomisation économique des femmes et le travail décent et la participation politique et à la prise de décision des femmes

ODD
CORRESPONDANT
(AGENDA 2030)



STRATÉGIE D'ENGAGEMENT
EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

PLAN D'ACTION EN
FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)



ACTIONS A DEVELOPPER



Renforcer les partenariats entre les PTF et la SC pour l'intégration de l'approche genre, intersectionnelle et transformative, en faveur de l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et des filles et la lutte contre les violences basées sur le genre.

Renforcer l'efficacité du plaidoyer thématique de la SC travaillant sur les droits des femmes, visant la promotion de l'égalité des genres, l'autonomisation, le leadership des femmes et des filles et la lutte contre les violences faites aux femmes.

✓ **UE** : Lignes thématiques OSC et IEDDH ; Réponse intégrée aux violences fondées sur le genre et programme d'inclusion du Programmes d'Appui à l'Inclusion Sociale (PAIS) ; Programme d'appui au secteur de la santé, Programme d'appui au secteur de l'éducation ; Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ2) ; Programme d'appui pour la protection des réfugiés / réfugiées, demandeurs / demandeuses d'asile, migrants / migrantes en Tunisie ; Projet de Renforcement des Organisations de la Société Civile Émergente (ROSE) ; Projet d'Assistance Technique à la Société Civile en Tunisie (ATSC) ; Domaine prioritaire #1 du CLIP ; Domaine prioritaire #3 du PIM 2021/2027

✓ **Allemagne** : « Fonds pour les Droits de l'Homme »

✓ **Belgique** : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles

✓ **Espagne** : Programme MASAR ; Projets en partenariat avec la société civile espagnole

✓ **France** : Fonds de Soutien aux Organisations Féministes ; Programmes « Ghoudwa Khir » et « Moubadarat »

✓ **Suisse** : Projet d'appui à la stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes

INDICATEURS

- Nombre de nouvelles actions de plaidoyer de la SC pour la mise en œuvre de politiques publiques visant à éradiquer les violences sexistes
- Nombre de nouvelles actions de plaidoyer de la SC pour la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de l'égalité des genres et l'autonomisation et le leadership des femmes et des filles.



CONSTAT

Un plaidoyer associatif environnemental efficace au niveau local mais qui peine à se développer au niveau national.

Objectif 5

Faciliter un engagement inclusif, efficace et durable de la société civile dans l'action climatique et environnementale

ODD CORRESPONDANT (AGENDA 2030)



ACTIONS A DEVELOPPER



Créer des partenariats stratégiques et opérationnels entre les PTF et la SC en faveur de l'action climatique et environnementale inclusive.

Renforcer les collectifs et réseaux multi acteurs et multi actrices, conduits par ou avec la participation de la SC, en vue de porter efficacement des plaidoyers sur l'environnement et la lutte contre le changement climatique

MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)



- ✓ **EU** : EcoPACT ; Programme d'appui à l'action environnementale en Tunisie ; Projet FAIRE ; Domaine prioritaire #2 et mesures additionnelles du PIM 2021/2027 ; Domaine prioritaire #3 du CLIP
- ✓ **Allemagne** : « Renforcement des capacités et appui à l'exécution de la politique nationale d'adaptation au changement climatique en Tunisie » (Adapt-CC) ; « Fonds de développement pour tous »
- ✓ **Belgique** : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles
- ✓ **France** : Programme « Ghoudwa Jeu-nesse & Environnement »
- ✓ **Finlande** : Fonds de Coopération Locale

INDICATEURS

- Émergence de nouvelles entités / leadership issus de l'écosystème de la SC, partenaires stratégiques de l'UE en faveur de l'action climatique
- Nombre de propositions de la SC qui ont été retenues dans les politiques publiques sensibles au genre visant à promouvoir la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

SUIVI DE LA FEUILLE DE ROUTE



CONSTAT

Les organisations travaillant sur les droits humains, l'égalité des genres et l'inclusion font face à des résistances institutionnelles et sociales, particulièrement concernant l'intégration et l'accès aux droits des personnes vulnérables* et LGBTIQ++.

Objectif 6

Faciliter et consolider un engagement efficace et durable de la société civile pour une intégration transversale des enjeux liés aux droits humains, l'égalité des genres, et à l'inclusion sociale des personnes vulnérables* et en situation de handicap

ODD
CORRESPONDANT
(AGENDA 2030)



*Mères célibataires, migrants, etc.

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT
EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

PLAN D'ACTION EN
FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

ACTIONS A DEVELOPPER

Renforcer les partenariats stratégiques et opérationnels entre les PTF et la SC pour une intégration transversale des enjeux liés aux droits humains, à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale des personnes vulnérables* et en situation de handicap

Renforcer l'efficacité du plaidoyer thématique de la SC pour une intégration transversale des enjeux liés aux droits humains, à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale des personnes vulnérables* et en situation de handicap

Renforcer les capacités de la SC travaillant dans des thématiques relatives aux droits humains, à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale des personnes vulnérables et en situation de handicap, à canaliser et gérer plus de ressources financières

MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)

- UE** : Ligne thématique IEDDH ; Intervention santé avec Médecins du Monde (MdM) ; Initiatives du fonds fiduciaire migration ; Domaine prioritaire #3 du PIM 2021/2027 ; Domaine prioritaire #1 du CLIP ; EU & CdE - Projets d'Appui aux Instances Indépendantes en Tunisie (PAIIT) et SUD IV ; European Endowment for Democracy (EED)
- Allemagne** : Projet « Prévention de la violence et de la radicalisation dans le système pénitentiaire » (PREVIP) ; « Fonds de développement pour tous » ; « Partenariat pour la démocratisation » ; « Fonds pour la culture pour tous » ; « Fonds pour la démocratie pour tous » et « Fonds pour les droits de l'Homme »
- Belgique** : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles
- Espagne** : Programme MASAR ; Projets en partenariat avec la société civile espagnole
- France** : Programmes « Ghodwa Khir » et « Moubadarat »
- Suisse** : Projet Lutte contre l'Impunité en Tunisie

INDICATEURS

- Nombre de partenariats stratégiques entre l'UE et les organisations de défense des droits humains
- Nombre de propositions de la SC qui ont été retenues dans les politiques publiques sensibles au genre visant à garantir l'accès aux droits et l'inclusion sociale des personnes vulnérables* et en situation de handicap

CONSTAT

La Société Civile tunisienne revêt un caractère jeune, dynamique et militant, cependant les jeunes sont de moins en moins intégrés et engagés dans la vie associative et publique.

Objectif 7

Promouvoir la participation effective des jeunes garçons et filles à la vie associative sur l'ensemble du territoire

ODD CORRESPONDANT (AGENDA 2030)



ACTIONS A DEVELOPPER

Appuyer les OSC dans la mise en place d'actions inclusives et de modalités d'engagement innovantes et adaptées aux pratiques et attentes des jeunes

Adapter les mécanismes d'appui des PTF à destination des OSC en vue d'une meilleure intégration sensible au genre des jeunes à la vie politique, culturelle et sociale sur l'ensemble du territoire.



MOYENS DISPONIBLES OU A METTRE EN OEUVRE (EXEMPLES)

- ✓ **EU** : Programme EU4YOUTH ; Erasmus + ; Programme « nos racines » ; Domaine prioritaire #1 du CLIP
- ✓ **Allemagne** : « Plan d'action Jeunesse » du programme « Initiatives pour le Développement Municipal » (IDM) ; Projet « Sport pour le Développement » ; « Fonds de développement pour tous » ; « Partenariat pour la démocratisation » ; « Fonds pour la culture pour tous » ; « Fonds pour la démocratie pour tous » et « Fonds pour les droits de l'Homme »
- ✓ **Belgique** : Programmes de coopération Wallonie-Bruxelles
- ✓ **Espagne** : Projets en partenariat avec la société civile espagnole
- ✓ **Suisse** : Projet Participation Active des Citoyens et Citoyennes Tunisiens

STRATÉGIE D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

PLAN D'ACTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

INDICATEURS

- Perception de la société civile par les jeunes tunisiens et tunisiennes, désaggrégée par sexe, âge, région et situation au regard du handicap



SUIVI DE LA FEUILLE DE ROUTE



Veuillez consulter l'actualité de la Feuille de Route sur le lien suivant.